



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 20 mars 2018

DELIBERATION N° CFVU 27-SFP-022

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 30
Voix favorables : 30

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit fiscal, parcours type Droit fiscal de l'entreprise***
Année universitaire 2018/2019

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit fiscal,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de faculté de Droit et Science Politique en date du 13 février 2018,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit fiscal, parcours type Droit fiscal de l'entreprise sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention droit fiscal, parcours type droit fiscal de l'entreprise, est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en droit fiscal.

ARTICLE 2. Condition d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2, mention Droit fiscal parcours type Droit Fiscal de l'Entreprise, les étudiants ayant validé 60 crédits au titre de la première année du Master mention Droit fiscal, d'un autre Master de Droit, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale.

2.2 - Dans tous les cas y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains pré-requis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

3.1 - Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation partielle des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 4. Redoublement

4.1 - Le redoublement n'est pas autorisé, sauf dérogation accordée par le jury d'examen.

ARTICLE 5. Mobilité internationale

5.1 - Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants du Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit fiscal parcours type Droit fiscal de l'entreprise, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 6. Organisation de la formation

6.1 - Le master 2^{ème} année Droit, Économie, Gestion, mention droit fiscal, parcours type droit fiscal de l'entreprise, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend 2 unités d'enseignement, le second semestre, 1 unité d'enseignement, totalisant respectivement 40 et 20 crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

6.2 - Tous les enseignements sont en français sauf le cours de droit fiscal international dispensé en langue anglaise.

ARTICLE 7. Voie professionnelle et voie recherche

7.1 - Pour l'UE3 du semestre 4 ; l'étudiant choisit la voie professionnelle ou la voie recherche.

7.2 - Pour la voie professionnelle, l'étudiant effectue obligatoirement un stage d'une durée minimale de deux mois dont la finalité est la mise en application pratique des enseignements reçus à l'université. Ce stage donne lieu à la rédaction d'un rapport de stage dont la note obtenue est prise en compte pour l'admission au diplôme. Toutefois, l'étudiant qui fait un stage, peut, à titre dérogatoire et sur autorisation du directeur de la formation rédiger un mémoire à la place du rapport de stage.

7.3 - Pour la voie recherche, l'étudiant rédige et soutient un mémoire de recherche sous la direction de l'un des enseignants du parcours type. Le succès à l'examen permet de s'inscrire en Doctorat après acceptation du sujet par le Directeur de thèse, avis favorable du Directeur de l'équipe d'accueil, du Directeur de l'Ecole doctorale et sur autorisation du Président de l'université.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 8. Organisation des examens

8.1 - Il existe une session d'examen et une session de rattrapage pour le semestre 3 et une session unique pour le semestre 4 dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la première session

9.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées:

Semestre 3 :

UE1 :

- Trois épreuves écrites d'une durée de 3 h sur 3 matières tirées au sort sur les 4 de l'UE
- Une épreuve de grand oral exposé - discussion portant sur l'ensemble des matières de l'UE.

UE2 :

- Une épreuve écrite d'une durée de 3 h portant sur les matières « Comptabilité et fiscalité » et « comptabilité des sociétés »
- Une épreuve de grand oral exposé - discussion portant sur l'ensemble des matières de l'UE.

L'épreuve de grand oral exposé - discussion portant sur l'UE1 et sur l'UE2 fait l'objet d'une épreuve unique de trente minutes précédées d'une préparation d'une heure.

9.2 - Semestre 4 :

• UE3 :

- voie professionnelle : l'étudiant remet un rapport de stage ; la note de rapport de stage est constituée pour un tiers par celle donnée par le tuteur professionnel ayant encadré l'étudiant en stage
- voie recherche : l'étudiant remet un mémoire de recherche et le soutient devant un jury composé de membres de l'équipe pédagogique et présidé par le responsable du master.

Toute absence injustifiée à une épreuve d'examen des 2 semestres est sanctionnée par la note 0.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

10.1 - Les unités d'enseignement non validées donnent lieu à une session de rattrapage à l'exception de l'UE 3 : stage ou mémoire de recherche du semestre 4. Les notes obtenues dans cette UE sera conservée pour cette session.

10.2 – L'étudiant ajourné à la session 1 conservera pour la session de rattrapage uniquement, pour les UE non validées du semestre 3, les notes des épreuves où il a obtenu une note égale ou supérieure à la moyenne.

ARTICLE 11. Bonifications

11.1 Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés en annexe du présent arrêté.

Pour chaque semestre, l'ensemble des bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 3,33% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

11.2 - Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation.

11.3 - La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 12. Condition de validation des unités et des semestres

12.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► **Isolément :**

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► **Par compensation :**

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus, le cas échéant, des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 400/800 points pour le semestre 3 et 200/400 points pour le semestre 4 ; dans ce cas, les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

12.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation :

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 400/800 points pour le semestre 3 et 200/400 points pour le semestre 4. La validation des semestres 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 40 et 20 crédits européens correspondants (ECTS).

ARTICLE 13. Conditions d'attribution d'une mention

13.1 - L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 14. Délivrance du diplôme

14.1 - Pour être déclaré admis au diplôme, le candidat doit être admis au semestre 3 et au semestre 4. Le jury de diplôme peut octroyer des points de jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 24 août 2018,

Corinne MASCALA

Présidente de la Commission de la Formation et de la Vie
Universitaire,



PJ : annexes

Annexe 1 Master 2 mention droit fiscal parcours-type droit fiscal de l'entreprise - année 2018-2019

Semestre 3	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE1	- Procédures fiscales approfondies :	Obligatoire	27	24	3 Epreuves écrites de 3 heures sur 3 matières tirées au sort parmi les 4 + un Grand oral commun avec celui de l'UE2	Epreuves écrites chacun 140	540
	- Fiscalité des bénéfices approfondie	Obligatoire		39		Grand oral 120 pts	
	- Restructurations et transmissions de l'entreprise	Obligatoire		36			
	- Imposition du chiffre d'affaires (opérations internationales, activités immobilières, Activités financières, etc).	Obligatoire		36			
UE 2	Comptabilité et fiscalité	Obligatoire	13	15	1 Epreuve écrite de 3 heures	140	260
	Comptabilité des sociétés	Obligatoire		15			
	Droit fiscal international	Obligatoire		27	Grand oral commun avec celui de l'UE1	Grand oral 120 pts	
	Droit fiscal anglo-saxon	Obligatoire		9			
	Fiscalité des personnes publiques	Obligatoire		9			
	Fiscalité du patrimoine approfondie	Obligatoire		15			
	Contribution économique territoriale	Obligatoire		9			
Bonification						3.33% du total des points du semestre	
Total Semestre 3			40	234		800	800
Semestre 4	Enseignements	Statut	Crédits	Heures CM	Modalités d'évaluation	Points CM	Total Points Enseignement
UE 3	Voie professionnelle		20		Rapport de stage	400	400
	Voie recherche				Mémoire/soutenance		
Bonification						3.33% du total des points du semestre	
Total Semestre 4			20			400	400
Total Année			60	234		1200	1200



Annexe : Activités facultatives donnant lieu à bonification

- Éducation physique et sportive
- Participation à l'orchestre de l'Université
- Participation à l'un des concours de la liste ci-dessous



Liste des concours soumis à bonification

Les étudiants participant aux concours ci-dessous peuvent obtenir une bonification dès lors qu'ils ont été sélectionnés par une instance organisatrice du concours auquel ils participent :

- 1) Concours interaméricain des droits de l'homme
- 2) Concours Charles Rousseau
- 3) JESSUP
- 4) Concours René Cassin
- 5) Concours de plaidoirie Willem
- 6) Concours de plaidoirie en propriété intellectuelle CN2PI
- 7) Concours Georges Vedel
- 8) 24h du droit de la santé
- 9) Prix Jean-Louis Magnan (ARNU)
- 10) Concours d'arbitrage de ScPo Paris
- 11) Concours Claude Lombois droit international
- 12) Concours droit Pictet Croix Rouge Française
- 13) Concours international d'Arbitrage Francophone de Montpellier
- 14) Concours de la SACEM (droit d'auteur)
- 15) Prix du meilleur jeune auteur en droit du travail
- 16) Trophée du meilleur jeune juriste de droit du travail
- 17) Concours du CNEPN (droit notarial)
- 18) Trophée du meilleur jeune fiscaliste (Ernst & Young)
- 19) European Human Rights Moot Court Competition
- 20) Frankfurt Investment Arbitration Court Moot
- 21) Concours Lysias
- 22) Concours national d'éloquence
- 23) Paris International Model United Nations (PIMUN)
- 24) Digital Law Moot Court Competition
- 25) As de la plaidoirie (seulement à partir de la demi-finale)
- 26) Prix juridique Internet et media